

Siège :

**9 Rue du Maréchal d'Ornano  
33780 SOULAC SUR MER**

**☎ 05.56.73.29.26**

-----  
**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES  
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 16 JANVIER 2017  
D16012017/008**

PRESIDENT : Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :  
Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Serge LAPORTE, Jean-Marc SIGNORET,  
Gilles COUTREAU, Laurent PEYRONDET, Jean Bernard DUFOURD,  
Véronique CHAMBAUD, Jean Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE,  
Jean-Louis BRETON, Pierre BOURNEL, Jean Luc PIQUEMAL,  
Jacques BIDALUN, Dominique FEVRIER, Pierre JACOB, Alain  
BOUCHON,  
Marie LASSERRE, Pascal ABIVEN, Barbara FRANCOIS, Daniel  
JAFFRELOT,  
Isabelle LAPALU, Michel BAUER, Hervé CAZENAVE, Pascale MARZAT,  
Jérémy BOISSON, Sylvie LAVERGNE, Bernard BESSAC,  
Marie-Hélène GIRAL, Jean-Louis DUCLOU, Evelyne MOULIN,  
Bernard LOMBRAIL, Marie-Dominique DUBOURG, Anne WISNIEWSKI,  
Tony TRIJOULET, Claudette RAUTUREAU, Alfred AUGEREAU,

ETAIENT REPRESENTES :

ETAIENT ABSENTS EXCUSES : Jean-Paul LE GLATIN

Membres suppléants remplaçants  
un membre titulaire

Membres suppléants : Geneviève CHAUSSIER, Dominique JOANNON

SECRETAIRE DE SEANCE : Barbara FRANCOIS

**Objet : ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR**

**Rapporteur : Xavier PINTAT, Président**

**Vote : UNANIMITE**

En vertu de l'article L 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) applicable aux communautés de communes comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus, par renvoi de l'article L 5211-1 du CGCT, les conseils communautaires doivent établir un règlement intérieur dans les six mois qui suivent leur installation.

Ce règlement intérieur a pour objet de préciser les modalités relatives au fonctionnement du conseil communautaire.

Il est proposé d'adopter le règlement intérieur qui suit.

## **PREAMBULE**

Le Code Général des Collectivités Territoriales règle les aspects essentiels du fonctionnement du Conseil Communautaire. Le présent règlement intérieur a pour but d'apporter un certain nombre de précisions et d'adopter quelques dispositions pratiques complémentaires.

**ARTICLE 1 :** La Communauté de Communes Médoc Atlantique est un Établissement Public créé et régi selon les dispositions de la Loi Chevènement n°99-586 du 12 juillet 1999.

**ARTICLE 2 :** La Communauté de Communes est administrée par un conseil composé de délégués de chaque commune et par un Bureau.

Les dispositions des articles L.5211-7 et L.5211-8 du Code Général des Collectivités Territoriales sont applicables à la désignation des membres du Conseil Communautaire et à la durée de leurs pouvoirs.

## **LE BUREAU**

**ARTICLE 3 :** Le Bureau de la Communauté de Communes comprend un Président, des Vice-présidents et éventuellement un ou plusieurs autres membres, à raison d'un seul représentant par commune, élus par le conseil, dans les conditions prévues aux articles L.5211-2 et L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il peut adjoindre, le cas échéant, des conseillers qui pourront formuler leur avis, mais n'auront aucun pouvoir délibératif.

A titre transitoire jusqu'en 2020, dernière échéance des transferts de compétences prévus par la Loi NOTRe, le dernier Président des Lacs Médocains sera invité par le Président de l'intercommunalité issue de la fusion à participer aux réunions du bureau communautaire.

De manière permanente, les conseillers départementaux et régionaux siégeant au sein d'un conseil municipal du territoire communautaire pourront être invités par le président à participer avec voix consultative aux réunions du bureau communautaire.

**ARTICLE 4 :** La composition du Bureau est fixée par le Conseil Communautaire, sur proposition du Président, à la majorité relative des suffrages exprimés, après l'élection du Président. Ce dernier a voix prépondérante en cas d'égalité des suffrages.

**ARTICLE 5 :** Après chaque renouvellement des Conseils Municipaux, le Conseil Communautaire est constitué de délégués des Communes. Il élit, pour une durée équivalente à celle de leur mandature, son Président et les membres du Bureau. Ils sont rééligibles.

Leurs pouvoirs expirent à l'ouverture de la première réunion qui suit l'élection des Conseillers Communautaires.

Si un nouveau Président doit être élu en cours de mandat, tous les membres du Bureau sont soumis à une nouvelle élection.

Le Conseil Communautaire élit son Président sous la présidence du doyen d'âge, dès l'ouverture de la première réunion qui suit le renouvellement de l'ensemble des Conseils Municipaux.

## **FONCTIONNEMENT DU BUREAU**

**ARTICLE 6 :** Le Bureau se réunit sur convocation du Président adressée cinq jours avant la date fixée pour la réunion et comportant l'ordre du jour. En cas d'urgence, le délai de convocation peut être réduit à 24 heures.

Les décisions du Bureau sont prises à l'unanimité.

**ARTICLE 7 :** Le Bureau peut recevoir délégation de pouvoirs de la part du Conseil Communautaire.

Les réunions du bureau ne sont pas publiques et ne peuvent valablement se tenir que lorsque la majorité des membres est présente. Les documents de travail du bureau ne sont pas communicables.

Le Président rend compte de ses travaux et décisions au Conseil Communautaire.

## **LE PRESIDENT**

### **VACANCE DU SIEGE DE PRESIDENT**

**ARTICLE 8 :** Dans cette circonstance, les fonctions de Président sont provisoirement exercées par un Vice-président dans l'ordre des nominations. Dans le délai 15 jours, le Conseil Communautaire est réuni par le doyen d'âge pour procéder à une nouvelle élection du Président.

### **DEMISSION DU PRESIDENT ET DE TOUS LES VICE-PRESIDENTS**

**ARTICLE : 9** Dans cette circonstance, le doyen d'âge convoque le Conseil Communautaire soit pour procéder à la désignation d'un Conseiller Communautaire chargé d'exercer provisoirement les fonctions de Président, soit pour procéder au renouvellement du Bureau conformément à l'article 4.

## **ROLE DU PRESIDENT**

**ARTICLE 10 :** Le Président assure l'exécution des décisions du Conseil et du Bureau et représente la Communauté de Communes, dans les actes de la vie civile.

Le Président prépare et exécute les délibérations du Conseil Communautaire. Il a autorité sur les services de la Communauté de Communes et peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner délégation de signature aux responsables de ces services.

Le Président assure la police des séances du Conseil Communautaire. Il fait observer la loi et le règlement intérieur, dirige les débats, proclame les résultats des votes et les décisions du Conseil Communautaire.

Au moment où le Compte Administratif est débattu, le conseil élit son Président de séance. Le président peut, même n'étant plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote.

En cas d'absence ou d'empêchement, le Président est suppléé dans ses fonctions par un Vice-président dans l'ordre des nominations.

## **LE CONSEIL**

### **COMPETENCES DU CONSEIL**

**ARTICLE 11 :** Le Conseil règle, par ses délibérations, les affaires qui sont de la compétence de la Communauté de Communes sur proposition du Président et du Bureau. Le Président et/ou le Bureau peuvent être chargés du règlement de certaines affaires et recevoir, à cet effet, délégation du Conseil.

Lors de chaque réunion obligatoire, le Président rend compte au Conseil de ses travaux et décisions.

Les réunions courantes du conseil communautaire se tiennent successivement dans chaque commune selon un planning indicatif tenant compte de l'ordre alphabétique des communes et communiqué en fin d'année civile. En cas d'affaire urgente ou spécifique, le président détermine la date et le lieu de la réunion du conseil communautaire sans être tenu par le planning indicatif tenant compte de l'ordre alphabétique des communes.

## **ORDRE DU JOUR ET CONVOCATION**

**ARTICLE 12 :** L'ordre du jour est fixé par le Président.

Toute affaire soumise au conseil communautaire doit préalablement être présentée soit à la commission compétente, soit à l'ensemble du conseil communautaire en formation « Toutes Commissions Réunies » et au bureau communautaire pour inscription à l'ordre du jour.

Par dérogation à cette règle générale, le Président peut décider d'inscrire à l'ordre du jour, toute question :

1. en cas d'urgence,
2. après avis prononcé en début de séance par le conseil communautaire à la majorité qualifiée des 2/3 de ses membres,
3. sur demande écrite de la majorité qualifiée des 2/3 des membres du conseil communautaire.

Toute convocation est faite par le président. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée dans chaque commune ou publiée. Elle est adressée aux conseillers communautaires par écrit et à domicile, avec confirmation par SMS.

Toutefois, l'envoi des convocations aux conseillers communautaires peut être effectué autrement que par courrier traditionnel, et notamment par voie dématérialisée, à l'adresse électronique de leur choix, avec confirmation par SMS.

La convocation précise la date, l'heure et le lieu de la réunion. Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du conseil communautaire. Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le président en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil communautaire, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

## **LES QUESTIONS ORALES**

**ARTICLE : 13** Les Conseillers Communautaires peuvent poser, au Conseil, après en avoir préalablement informé le Président 2 jours à l'avance, des questions orales ayant trait exclusivement à l'administration et à la gestion de la Communauté de Communes.

Les questions orales donnent lieu à une intervention de l'auteur de la question et à une réponse du Président ou d'un Vice-président délégué.

Les questions déposées après l'expiration du délai susvisé sont traitées à la séance ultérieure la plus proche.

## **PROCES-VERBAL**

**ARTICLE 14 :** Le procès-verbal de la séance qui rassemble tous les extraits de délibérations prises au cours de la dite séance, est adressé à chaque Conseiller Communautaire. Les observations éventuelles doivent être formulées dans les 5 jours ouvrables qui suivent cet envoi. Le procès-verbal est ensuite définitivement adopté par le Conseil Communautaire suivant.

## **REUNIONS DU CONSEIL**

- ARTICLE 15 :** Le Conseil Communautaire se réunit obligatoirement en séance publique quatre fois dans l'année.
- Le Président peut, en outre, réunir le Conseil chaque fois qu'il le juge utile.
- Il est tenu de le convoquer lorsque la demande lui en est faite par au moins 1/3 des délégués en exercice.
- Dans toute la mesure du possible, un calendrier annuel des réunions du Conseil Communautaire sera établi. Ce calendrier n'aura qu'une valeur indicative.

## **CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL**

- ARTICLE 16 :** Les conditions de fonctionnement du Conseil et les conditions d'exécution de ses délibérations sont celles des Conseils Municipaux.
- Le débat d'orientations budgétaires aura lieu chaque année, lors d'une séance ordinaire, après inscription à l'ordre du jour ou lors d'une séance réservée à cet effet. Il ne donnera pas lieu à délibération mais sera enregistré au procès-verbal de séance. Toute convocation est accompagnée d'un rapport comportant des éléments d'analyse rétrospective et prospective.
- Le débat porte sur les orientations générales du budget de l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés et sur l'évolution et les caractéristiques de l'endettement de l'établissement public.
- Dans les séances où le Compte Administratif du Président est débattu, le Conseil Communautaire élit son Président de séance. Dans ce cas, le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.
- A titre transitoire, les conseillers communautaires non titulaires mais élus à la faveur des élections municipales de mars 2014 seront invités à assister, sans voix délibérative ni consultative, aux conseils communautaires et à recevoir les dossiers techniques correspondants jusqu'au renouvellement des conseils municipaux de 2020. Ils pourront être autorisés par le président à intervenir en séance, après l'avoir indiqué à ce dernier en début de réunion.
- ARTICLE 17 :** Dans les communes qui ne disposent que d'un délégué titulaire, le conseiller communautaire empêché d'assister à une séance du conseil communautaire, est tenu d'en informer le Président, avant chaque séance et de prévenir le cas échéant son suppléant. A défaut, il est considéré absent.
- Dans le cas où le suppléant est lui-même empêché, ou si la commune ne dispose pas de suppléant, le conseiller communautaire empêché, peut donner pouvoir de voter en son nom à un autre conseiller. Dans ce cas, le pouvoir doit être daté, signé et remis au Président. Chaque conseiller communautaire ne peut détenir qu'un seul pouvoir.

## **POLICE DE L'ASSEMBLEE**

- ARTICLE 18 :** Le Président assure la police de l'Assemblée.
- Pour la clarté des débats, le Président peut demander aux orateurs de s'inscrire avant de prendre la parole.
- Le droit de parole implique le droit de réponse.
- Un rappel au règlement a priorité sur toute intervention. Une suspension de séance demandée par les délégués d'une commune est de droit.
- Le Président est juge de la durée d'une suspension.

## **AFFICHAGE DU COMPTE RENDU DE SEANCE**

**ARTICLE 19 :** Le compte-rendu de la séance est affiché dans la huitaine au siège de la Communauté de Communes, à l'annexe administrative de Carcans et dans chaque mairie des Communes membres de la Communauté de Communes.

## **COMMUNICATION DES DOCUMENTS**

**ARTICLE 20 :** Les habitants et contribuables des communes adhérentes ont le droit de demander communication sans déplacement, de prendre copie totale ou partielle des procès-verbaux du Conseil Communautaire, des budgets et des comptes de la Communauté de Communes, des arrêtés du Président. Chacun peut les publier sous sa responsabilité.

## **LES COMMISSIONS**

**ARTICLE 21 :** Pour l'étude des affaires qui lui sont soumises et la préparation des décisions qui lui incombent, le Conseil Communautaire décide la création des Commissions suivantes :

- Attractivité Economique, Emploi, Tourisme
- Administration Générale, Finances et Fiscalité
- Infrastructures, Réseaux et Bâtiments
- Urbanisme, Aménagement du Territoire, Développement Rural
- Environnement et Développement Durable
- Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées
- Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID)
- Commission d'Appel d'Offres permanente (CAO)
- Commission Intercommunale pour l'Accessibilité aux Personnes Handicapées.

D'autres commissions pourront, suivant les besoins, être créées à la diligence du Président, de même que des modifications ou ajustements pourront être apportés dans les compétences des Commissions.

## **PRESIDENCE DES COMMISSIONS**

**ARTICLE 22 :** Le Président de la Communauté de Communes est Président de droit de chacune des Commissions.

Il peut déléguer cette présidence à un ou plusieurs Vice-présidents.

## **COMPOSITION DES COMMISSIONS**

**ARTICLE 23 :** Les commissions sont composées de la façon suivante :

Chaque commission comprend, outre le Président de la Commission, un représentant de chaque commune,

Elle est présidée soit par le Président, soit par un Vice-président délégué,

La commission d'appel d'offres permanente est composée de la façon suivante :

- le Président de la Communauté de Communes ou son représentant,
- 5 membres titulaires et 5 membres suppléants désignés par le Conseil Communautaire,
- à titre consultatif, le Maire de la commune sur laquelle se déroulent les travaux ou son représentant.

Peuvent siéger, en outre, à la commission d'appel d'offres permanente avec voix consultatives, le Receveur de la Communauté de Communes ou son représentant, le Directeur Départemental de la Concurrence et de la Consommation ou son Représentant, un Représentant du Service Technique compétent pour suivre l'exécution des travaux.

## **ORDRE DU JOUR DES COMMISSIONS**

**ARTICLE 24 :** L'ordre du jour de chaque Commission doit recevoir, l'accord du Président de la Communauté de Communes et des Vice-présidents compétents.

## **CONVOCATIONS DES COMMISSIONS**

**ARTICLE 25 :** Les convocations des Commissions sont envoyées, par les Services de la Communauté de Communes, aux membres titulaires de chaque Commission au moins trois jours avant la date prévue.

Tout membre titulaire d'une Commission peut se faire remplacer par un Conseiller Communautaire ou municipal de son choix, lorsqu'il lui est impossible d'assister à une réunion de ladite Commission.

## **COMMUNICATION DES DOSSIERS EXAMINÉS EN COMMISSION**

**ARTICLE 26 :** A leur demande, les membres des Commissions ont droit à la communication des dossiers inscrits à l'ordre du jour. Les Commissions émettent des avis.

Les avis émis sont valables quel que soit le nombre des membres titulaires présents ou représentés.

## **COMPTE RENDUS DES COMMISSIONS**

**ARTICLE 27 :** Chaque réunion de Commission fait l'objet d'un compte-rendu assorti des avis adoptés.

Le compte-rendu des Commissions est diffusé aux membres titulaires de la Commission ainsi qu'à leurs remplaçants éventuels.

Les documents distribués en Commission, constituant des documents de travail internes, ne sont pas communicables en l'état.

## **CALENDRIER DES COMMISSIONS**

**ARTICLE 28 :** Un calendrier et un horaire des réunions des Commissions de la Communauté de Communes seront proposées en coordination avec les communes.

## **ETUDE DES DOSSIERS EN COMMISSIONS**

**ARTICLE 29 :** Les Commissions étudient les projets présentés par les Services ou les élus communautaires membres de la Commission et donnent leur avis.

A l'initiative du Président de la Communauté de Communes ou du Vice-président délégué, chaque Commission peut entendre toute personne extérieure particulièrement qualifiée pour traiter d'un sujet qu'elle doit examiner.

Le rôle des Commissions est de formuler des avis sur les projets de décision préparés par les Services ou les élus communautaires membres de la Commission. Elles constituent donc des groupes d'étude et de proposition. Elles n'ont aucun pouvoir de décision, la loi n'autorisant ni le Président ni le Conseil Communautaire à leur déléguer une partie de leurs attributions.

Les avis émis sont valables quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

## **CREATION DES GROUPES DE TRAVAIL**

**ARTICLE 30 :** Le bureau, sur proposition du Président, peut créer des Groupes de Travail dont il désigne librement les membres pour l'examen ou le suivi particulier d'un dossier. La composition de ces Groupes de Travail tiendra compte d'une répartition équitable entre les différentes communes.

## MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

**ARTICLE 31 :** La modification du présent règlement pourra être demandée par le Bureau ou par 1/3 au moins des membres du Conseil Communautaire.

Les modifications seront étudiées par le Bureau avant d'être soumises au Conseil pour décision.

### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- OÙ l'exposé du rapporteur,
- APRÈS en avoir délibéré,

### DECIDE

- d'adopter le règlement intérieur tel que défini ci-dessus.

Nombre de membres en exercice : 38  
Nombre de membres présents : 37  
Nombre de suffrages exprimés : 37  
Vote : Pour : 37 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS  
ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS  
COPIE CERTIFIEE CONFORME  
FAIT À SOULAC SUR MER, le 16 JANVIER 2017



LE PRESIDENT,

Xavier **PINTAT**  
Sénateur de la Gironde  
Maire de Soulac-sur-Mer